



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

Location de bâtiments modulaires (ou achat éventuel pour certains modulaires), y compris études, livraison, travaux afférents à leurs installations, montage, démontage et enlèvement, pour la continuité d'activités médicales et administratives dans le cadre de diverses opérations de travaux du site.

CONSULTATION N° TRAHEND2503

Procédure Appel d'Offres Ouvert (AOO)

Articles R.2124.1 et R.2124.2-1° du code de la commande publique

Table des matières

ARTICLE I – OBJET DU MARCHÉ	3
1-1 Objet	3
1-2 Qualification et formalités du marché	3
1-3 Lot unique – Vocabulaire commun des marchés public : code CPV : 44211100-3	3
1-4 Forme	3
1-5 Durée	3
1-6 Décomposition en tranches (sans objet)	3
1-7 Variante et Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)	3
1-7-1 Variantes imposées par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (sans objet)	3
1-7- 2 Variantes libres à l’initiative du candidat (non autorisées)	3
1-7-3 Prestations Supplémentaires Eventuelle (PSE) : oui	3
1-8 Définition des fournitures	3
1-9 Livraisons complémentaires – marchés complémentaires de fournitures	4
1-10 Modifications de marché	4
1-10-1 Clauses de réexamen	4
ARTICLE II – DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE III – GENERALITES	8
3-1 Adresse de l’établissement	8
3-2 Obligations du Titulaire	8
3-3 Forme des notifications	8
3-4 Organisation	8
3-4.1 Convocations du Titulaire – rendez-vous de chantier	8
3-5 Sous-traitance	9
3-6 Assurance	9
3-7 Obligation d’information et de conseil	9
3-8 Respect de la réglementation au travail	9
3-9 Certificats	10
3-10 Obligation de confidentialité	10
3-11 Respect des principes de la république	10
ARTICLE IV – CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS	12
4-1 Lieu et dates de livraison	12
4-2 Sécurité et hygiène du chantier et mesures d’ordre	12
4-3 Gestion des déchets	13
4-4 Signalisation des chantiers à l’égard de la circulation publique	13
4-5 Responsabilité du transport et installation	13
4-6 Réparation des dommages	13
4-7 Stockage, emballages et transport	13
4-8 Accès à l’établissement - Identification	13
4-9 Protection de la main-d’œuvre et aux conditions de travail	13
4-10 Protection de la main-d’œuvre et aux conditions de travail	13
4-9 Vêtements de travail	13
4-11 Comportement du personnel	14
ARTICLE V – CONDITIONS DE VERIFICATIONS ET DE RECEPTION	15
5-1 Réception	15
5-2 Ajournement	15
5-3 Réfaction	15
5-4 Rejet	16
ARTICLE VI – PRIX – REGLEMENT DES COMPTES - VARIATIONS DANS LES PRIX	17
6-1 Forme et contenu des prix	17
6-1-1 Nature des prix	17
6-1-2 Mois d’établissement du prix du marché	17
6-1-3 Choix de l’index de référence	17
6-2 Règlements des comptes	17
6-2-1 Modalités de règlements par virement	17
6-2-2 Retenue de garantie	17
6-2-3 Avance forfaitaire	17
6-2-4 Facturation	17
6-2-5 Présentation des demandes de paiement	18
6-3 Nantissement	18
ARTICLE VII –PENALITES	19
7-1 Pénalités de retard	19
7-2 Autres pénalités	19
7-3 Application des pénalités	19
ARTICLE VIII – RESILIATION	19
ARTICLE IX – LITIGES	19
ARTICLE X –DEROGATION	19

ARTICLE I – OBJET DU MARCHÉ

1.1 - Objet

Le présent Règlement de Consultation (RC) concerne la location de bâtiments modulaires (ou achats éventuels pour certains modulaires), y compris études, livraison, travaux afférents à leurs installations, montage, démontage et enlèvement, pour la continuité d'activités médicales et administratives dans le cadre de diverses opérations de travaux du site.

L'HOPITAL MARIN AP-HP est un établissement public de santé.

1.2 - Qualifications et formalités du marché

Il s'agit d'un marché de fournitures.

1.3 - Lot unique – Vocabulaire Code CPV : 44211100-3

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour des raisons tant techniques qu'opérationnelles. En effet, ce marché comprend à la fois la fourniture des modulaires et des travaux nécessaires à leurs mises en œuvre. Une gestion différenciée de plusieurs Titulaires poserait des problèmes de synthèse, de gestion de réservations et raccordements et de limite de prestations et de responsabilité

1.4 - Forme

Procédure formalisée d'Appel d'Offres Ouvert (AOO), en application des articles R.2124-1 et R.2124-2 1° du code de la commande publique en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence. **Conformément aux dispositions de ces articles, il n'y aura pas de négociation après la remise des offres.**

1.5 - Durée

Le marché prendra effet à compter de sa notification au Titulaire et perdurera jusqu'à l'enlèvement de la dernière structure modulaire. Les dates de livraisons sont définies au C.C.T.P.

1.6 - Décomposition en tranches

Sans objet

1.7 - Variantes et Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

1.7.1 - Variantes imposées par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur

Sans objet.

1.7.2 - Variantes libres à l'initiative du candidat

Les variantes libres à l'initiative du candidat sont autorisées, mais seulement en prestations supplémentaires éventuelles. **Le candidat doit répondre impérativement sur l'offre de base.**

1.7.3- Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

Le marché fait l'objet de PSE décrites dans le RC, le CCTP et la DPGF.

1.8 - Définition des fournitures

La description des différents bâtiments modulaires et leurs caractéristiques et spécifications techniques (surfaces, etc.) sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), joint aux documents de la consultation. Les prestations sont également spécifiées au présent document.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics-MP / Consultation n° TRAHEND2503 / AOO	3/19
CCAP	Marché Public de Fournitures / Locations de bâtiments modulaires / Avril 2025	

1.9 - Livraisons complémentaires – Marchés complémentaires de fournitures

Conformément à l'article R.2122-4 du code de la commande publique, l'acheteur peut passer des marchés de fournitures sans publicité ni mise en concurrence ayant pour objet :

1°) Des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial et qui sont destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, lorsque le changement de fournisseurs obligerait l'acheteur à acquérir des fournitures ayant des caractéristiques techniques différentes entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées. La durée de ces marchés ne peut dépasser, sauf cas justifié, trois ans, périodes de reconduction comprises.

1.10 - Modifications du marché

1.10.1 - Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le marché peut être modifié quelque-soit le montant dans les cas décrits ci-après. La clause de réexamen sera réalisée par l'Hôpital Marin et notifiée au Titulaire du marché :

Cession de marché (article R.2194-6 du code de la commande publique).

Lorsqu'un nouveau Titulaire remplace le Titulaire initial du marché public, dans le cas d'une cession du marché public, à la suite d'une opération de restructuration du Titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau Titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'Hôpital Marin pour la participation à la procédure de passation du présent marché.

Clauses modificatives

Fournitures complémentaires devenus nécessaires (article R.2194-2 du code de la commande publique)

Lorsque la fourniture supplémentaire, quel qu'en soit leur montant, est devenu nécessaire et ne figurerait pas dans le présent marché sous réserve qu'un changement de Titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'impossibilité de créer une interopérabilité avec les équipements, services, installations existants achetés dans le cadre du présent marché. Ces prestations supplémentaires ne peuvent être supérieures à 50 % du montant du marché initial (articles R.2194-3 et R.2194-4 du Code de la Commande Publique).

Circonstances imprévues (article R.2194-5 du code de la commande publique)

Lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, le marché peut être modifié dans la limite de 50 % du montant du marché initial.

Modifications non substantielle (article R.2194-7 du code de la commande publique)

Le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En cas d'évolution de la réglementation

Modifications techniques :

Modification des surfaces :

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics-MP / Consultation n° TRAHEND2503 / AOO	4/19
CCAP	Marché Public de Fournitures / Locations de bâtiments modulaires / Avril 2025	

Si au cours de l'exécution du marché, des modulaires (sous forme de bâtiments ou espaces supplémentaires) devaient être intégrés au périmètre initial, l'acheteur activera la clause de réexamen et engagera avec le Titulaire un dialogue et une négociation technique et financière pour évaluer et chiffrer le ou les bâtiments ou espaces en question.

Toute modification des surfaces, de leur usage ou de leur destination devra faire l'objet :

- d'une information préalable au Titulaire pour lui laisser le temps nécessaire à l'étude des impacts sur les prestations et sur son organisation ;
- d'une première proposition du Titulaire, technique et financière qui servira de base au rendez-vous de négociation cité infra ;
- d'un rendez-vous de négociation pour intégrer les modifications afférentes dans le marché, avec prise en compte des conséquences en termes techniques (matériels, réseaux, raccordements, etc.), organisationnels et financiers pour chacune des parties ;

Les avenants afférents interviennent en plus ou moins-value sur le montant des prestations et dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Modification de la durée de location

Des modifications de durée (allongement ou réduction) pourront être demandées.

Ces modifications devront être anticipées tant que faire se peut, et donner lieu à :

- une information préalable au Titulaire, pour lui laisser le temps nécessaire à l'étude des impacts sur les prestations et sur son organisation ;
- un rendez-vous de mise au point pour intégrer les modifications afférentes dans le marché, avec prise en compte des conséquences en termes techniques (matériels, réseaux, raccordements, mobilier, etc.), organisationnels et financiers pour chacune des parties ;

Dans le cas de diminution de la durée de location, il sera fait application d'une minoration « prorata temporis » du dernier loyer du au regard du loyer mensuel mentionné.

Dans le cas d'une augmentation de la durée de location, il sera fait application du montant mensuel indiqué à l'annexe financière en mois supplémentaire de location.

ARTICLE II – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G-F.C.S., les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité, sachant que l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'administration, fait seul foi :

- l'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par la mise au point du marché ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (C.C.A.G-F.C.S.) en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.
- L'annexe financière : la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) ;
- le mémoire technique joint à la remise des offres ;
- l'attestation de visite.
- les actes spéciaux (avenants, etc.) postérieurs à la notification du marché ;

Tout document ou correspondance relatif au marché devra être rédigé en français.

Réglementations en vigueur :

Les prestations du Titulaire doivent être conformes aux clauses des lois, décrets, réglementations et normes en vigueur applicables aux prestations à réaliser dans le cadre du marché, et notamment : le Titulaire devra justifier qu'il est en possession des certificats de marquage CE (numéro et nom de l'organisme notifié ayant certifié) des équipements, fournitures et accessoires, ainsi que des attestations de conformité et annexes se rapportant aux prestations proposées. Il précisera les textes de références. Le fait de ne pas énumérer la totalité des normes et règlements ne peut être pris pour argument d'ignorance par le Titulaire, celui-ci étant réputé les connaître, du seul fait de soumissionner. Le Titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité (notamment ceux relatifs au développement durable et à l'éco responsabilité) pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles. Dans la mesure où une nouvelle réglementation interviendrait en cours d'exécution du marché, celle-ci serait directement applicable dès sa promulgation. Le présent marché constitué des documents contractuels définis supra exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature par le Titulaire du présent document.

Nota 1 : Les conditions générales de vente du titulaire, de ses fournisseurs, de ses assureurs ou de ses sous-traitants ne sont pas applicables au présent marché.

Nota 2 : Bien que non jointes, il est expressément reconnu le caractère contractuel des pièces générales.

Il est également reconnu que l'ensemble des dispositions du code de la commande publique est applicable à l'exécution du marché.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics-MP / Consultation n° TRAHEND2503 / AOO	6/19
CCAP	Marché Public de Fournitures / Locations de bâtiments modulaires / Avril 2025	

Mise au point :

Conformément à l'article R.2152-13 du code de la commande publique, l'acheteur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point du marché avant sa signature.

Cependant, cette mise au point ne pourra intervenir que si les modifications en découlant ne remettent nullement en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières, du marché ainsi que les conditions initiales de la mise en concurrence.

ARTICLE III – GENERALITES

3.1 - Adresse de l'établissement

ASSISTANCE PUBLIQUE – HOPITAUX DE PARIS

HOPITAL MARIN de HENDAYE (038)

Etablissement public de santé

Liste des responsables :

Responsable du marché : M. DUPONT Franck

☎ 05.59.48.08.25 – franck.dupont2@aphp.fr

Conducteur d'opération : M. MARTIN Paul

☎ 05.59.48.08.05 – paul.martin2@aphp.fr

Resp. Sécurité Incendie : M. BOCHE Bertrand

☎ 05.59.48.26.90 – bertrand.boche@aphp.fr

3.2 - Obligations du Titulaire

Ce marché devant être exécuté sur un site hospitalier, le Titulaire devra respecter des contraintes propres à ce type de milieu hospitalier, en particulier :

- Eviter les bruits ;
- Limiter les poussières ;
- Assurer une évacuation immédiate des déchets et gravats ;
- Interdiction de rentrer en contact avec les patients.

3.3 - Forme des notifications et informations

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen permettant d'attester la date de réception.

Ces échanges se font par le biais de la plateforme des achats de l'état (PLACE) :

www.marches-publics.gouv.fr ou à l'adresse électronique des parties mentionnées dans les documents particuliers du marché.

En cas de groupement la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

3.4 - Organisation

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Correspondants : Dès la notification du marché, le Titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Représentant du Pouvoir Adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

3.4.1 – Convocations du Titulaire – Rendez-vous de chantier

Le Titulaire ou son représentant se rend dans les bureaux du maître d'ouvrage ou sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis. Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants.

3.5 - Sous-traitance :

Le Titulaire peut faire appel à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties de son marché et tout au long de son exécution, à condition de l'avoir déclarée à l'acheteur et d'avoir obtenu du Représentant du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Un sous-traitant ne peut intervenir sur un chantier qu'une fois accepté et agréé.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet une déclaration conformément à l'article R.2193-3 du code de la commande publique, contenant les renseignements mentionnés à l'article R.2193-1 du code de la commande publique.

Pendant la période de préparation ou en cours d'exécution du marché, la demande d'agrément du sous-traitant doit être adressée contre récépissé au Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur dispose de 21 jours pour agréer le sous-traitant.

Tout nouveau sous-traitant présenté en cours d'exécution devra justifier de ses capacités professionnelles, techniques, fiscales, sociales et financières. Il ne pourra être accepté par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur que sous la condition de transmission par le Titulaire de la déclaration du sous-traitant indiquant que ce dernier ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique).

Toute présence constatée d'un sous-traitant non déclaré sur le site entraînera systématiquement l'exclusion de ce sous-traitant. L'entreprise Titulaire prendra alors à sa charge toutes les conséquences financières et s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS et aux pénalités du présent CCAP.

Lorsque le sous-traitant est payé directement, le Titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

3.6 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation établissant l'étendue

3.7 – Obligation d'information et de conseil

Le Titulaire a une obligation de devoir de conseil.

3.8 - Respect de la réglementation du travail

Le Titulaire aura pour obligation de respecter toutes les obligations découlant des règles fixées par le Code du Travail (conditions de travail, mesures d'hygiène et de protection, etc.) et de veiller à la sécurité des personnes intervenants.

3.9 - Certificats

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, et de les actualiser tous les six mois selon la date de validité des documents et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du Travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

3.10 – Obligation de confidentialité

Conformément à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS, le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication des documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ses obligations par ses sous-traitants.

3.11 - Respect des Principes de la République

Le présent contrat prévoit que le titulaire du présent contrat participe à l'exécution en tout ou partie du service public hospitalier.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le Titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le Titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le Titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le Titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le Titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant, sous peine de refus du sous-traitant.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics-MP / Consultation n° TRAHEND2503 / AOO	10/19
CCAP	Marché Public de Fournitures / Locations de bâtiments modulaires / Avril 2025	

Le Titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.

Il informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le Titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

Lorsque le Titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur se réserve la faculté :

- soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- Soit d'appliquer au Titulaire une pénalité forfaitaire de 100 (cent) euros par jour, puis en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du Titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

3.12 - Conditions générales de vente

Aucune condition générale de vente figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE IV – CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 – Lieux et dates de livraison

Le Titulaire s’engage à livrer, mettre en place et assembler les installations et équipements dans le délai indiqué dans le C.C.T.P. et au moment de la notification du marché. **Un planning sera contractualisé en début de marché.**

Les structures et équipements devront être livrés, installés, assemblés et désinstallés aux lieux et dans les conditions indiquées dans le C.C.T.P.

Les installations qui, pour quelques motifs que ce soient, n’auraient pu être livrées et installées aux lieux, jours et horaires convenus avec le Maître d’Ouvrage ne doivent en aucun cas être déposées à autre endroit.

Un retard dû à une livraison à une adresse différente de celle indiquée donne lieu à l’application de la pénalité prévue à l’article 7 du présent C.C.A.P.

Pour le déchargement, l’installation et la désinstallation, le Titulaire ne peut requérir le concours du personnel de l’établissement hospitalier.

4.2 - Sécurité et hygiène du chantier et mesures d’ordre

Le Titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d’ordre et de sécurité propres à éviter des accidents tant à l’égard du personnel, des patients et des visiteurs. Il est tenu d’observer tous les règlements et consignes de l’autorité compétente.

Le Titulaire aura pour obligation de respecter toutes les obligations découlant des règles fixées par le Code du Travail (conditions de travail, mesures d’hygiène et de protection, etc.) et de veiller à la sécurité des personnes intervenants

Il prend toutes les précautions nécessaires pour éviter que les prestations ne causent un danger notamment pour la circulation publique si celle-ci n’a pas été déviée.

Les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, doivent être protégés par des garde-corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié.

Toutes les mesures d’ordre, de sécurité et d’hygiène prescrites, ci-dessus, sont à la charge du Titulaire.

En cas d’inobservation par le Titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes des mesures nécessaires peuvent être prises aux frais du Titulaire après mise en demeure restée sans effet. En cas d’urgence ou de danger, ces mesures sont prises sans mise en demeure préalable. L’intervention des autorités compétentes ne dégage par la responsabilité du Titulaire. Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions utiles pour remédier au dysfonctionnement constaté.

4.3 – Gestion des déchets (article 20.4 du CCAG/FCS)

La valorisation de l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du Titulaire pendant la durée du marché.

Le Titulaire veille à ce que soient effectués les opérations de collecte, transport, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir conformément à la réglementation en vigueur.

4.4 – Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Lorsque les livraisons perturbent la circulation publique, la signalisation à l'usage du public doit être conforme aux instructions réglementaires en la matière ; elle est réalisée, sous le contrôle des services compétents, par le Titulaire, ce dernier ayant à sa charge la mise en place des panneaux et des dispositifs de signalisation.

4.5 – Responsabilité du transport et installation

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le transport s'effectue sous la responsabilité du Titulaire, jusqu'au lieu de livraison et d'installation. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage, le déchargement, l'installation et l'assemblage sont effectués sous sa responsabilité.

4.6 – Réparations des dommages

Les dommages de toutes nature causés au personnel ou aux biens du Pouvoir Adjudicateur par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Tant que les fournitures restent à la charge du Titulaire, celui-ci est, sans faute du Représentant du Pouvoir Adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures.

4.7 - Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du Titulaire et restent sa propriété.

4.8 - Accès à l'établissement – Identification

Les personnels du Titulaire ou ses préposés ont accès aux locaux de l'Hôpital Marin sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

4.9 - Protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire s'engage durant l'exécution de ses missions à respecter les textes législatifs présents et à venir de la réglementation française et européenne liés aux prestations réalisées.

Les dispositions de l'article confidentialité s'appliquent.

4.10 - Vêtements de travail

Le Titulaire dote le personnel d'exécution d'un vêtement de travail et de protection.

En outre, tous les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement, porte en permanence un insigne spécifique de leur entreprise. Ils présentent leur carte de service sur simple demande du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

4.11 - Comportement du personnel

Le personnel de l'entreprise fait preuve de discrétion et d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des patients, des personnels et des tiers.

ARTICLE V – CONDITIONS DE VERIFICATIONS ET DE RECEPTION

Le Titulaire devra prendre toutes les précautions utiles concernant l'assemblage des modules depuis la réception et l'inspection, jusqu'au positionnement précis et à l'ancrage pour finalement procéder aux ultimes ajustements et contrôles de conformités. Chaque étape nécessite une coordination minutieuse entre les diverses équipes et une attention particulière aux détails. La qualité et la sécurité du bâtiment dépendent de la rigueur appliquée tout au long du processus.

Les bâtiments modulaires seront conformes à la réglementation et seront livrés « clés en mains », nettoyage des locaux compris. Ils seront prévus de plain-pied.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur procédera à une inspection avant et après le transport pour s'assurer qu'aucun dommage n'est arrivé pendant le transport.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur procédera à toutes opérations de vérifications quantitatives et qualitatives nécessaires aux contrôles de la conformité des équipements qui doivent respecter les prescriptions du C.C.T.P.

A l'issue des opérations de vérification, le Pouvoir Adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues aux articles suivants :

5.1 – Réception

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG FCS et conformément à l'article 1.13 du CCTP, les bâtiments modulaires font l'objet d'une réception.

Pour ce faire, le Titulaire avise, le Maître d'Ouvrage par écrit, de la date à laquelle il estime que les bâtiments seront achevés.

5.2 – Ajournement (article 30.2 du CCAG-FCS)

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner la décision d'admission par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point dans un délai de quinze jours. Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du Titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux articles 30.3 et 30.4 du CCAG-FCS, dans un délai de quinze jours courant de la notification ou du refus du Titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours, ci-dessus, mentionné.

5.3 – Réfaction (article 30.3 du CCAG-FCS)

Lorsque l'acheteur estime que ces prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

5.4 – Rejet (article 30.4 du CCAG-FCS)

Conformément à l'article 30.4.1 du CCAG-FCS, lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le Titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

Conformément à l'article 30.4.2 du CCAG-FCS, en cas de rejet, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Conformément à l'article 30.4.3 du CCAG-FCS, le Titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être évacuées par l'acheteur aux frais du Titulaire. Les prestations rejetées, dont la garde sur le site du Pouvoir Adjudicateur, présentent un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées aux frais du Titulaire après que celui-ci en a été informé.

ARTICLE VI – PRIX – REGLEMENT DES COMPTES – VARIATIONS DANS LES PRIX

6.1 – Forme et contenu des prix

Le prix rémunérant les prestations du marché est un **prix global et forfaitaire**. Ce prix comprend toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l’emballage, au transport, à l’installation, montage, ajustement, mise en service de l’équipement, démontage enlèvement et remise en état. Les prix du marché contiennent tous les frais et sujétions indiqués à l’article 1.3 du C.C.T.P.

Le Titulaire s’engage à ne percevoir aucune rémunération d’intervenants autres que la Maîtrise d’Ouvrage au titre de la présente opération.

6.1.1 - Nature des prix

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché. Ils seront éventuellement actualisables dans les conditions définies par la réglementation en vigueur, à savoir :

1 ° Que ce prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s’écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l’offre et la date de début des prestations.

2° Que l’actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d’exécution des prestations.

6.1.2 - Mois d’établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du « mois zéro » (m₀), correspondant à la date de signature de l’acte d’engagement par le Titulaire.

6.1.3 - Choix de l’index de référence

L’index de référence choisi en raison de sa structure pour l’actualisation des prix des prestations faisant l’objet du marché est l’index « BT01 ».

6.2 - Règlement des comptes

6.2.1 - Modalités de règlement par virement

L’exécution du marché sera financée par le budget de l’Hôpital Marin de Hendaye. Le paiement s’effectue suivant les règles de la comptabilité publique.

En application de l’article R. 2192-11 1° du code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours, pour les établissements publics de santé, à compter de la présentation de la demande de paiement.

6.2.2 - Retenue de garantie

Le Titulaire est dispensé du versement de la retenue de garantie.

6.2.3 - Avance forfaitaire

Une avance peut être accordée au Titulaire du marché dans les conditions mentionnées à l’article R.2191-3 du code de la commande publique.

6.2.4 - Facturation

Les modalités de règlements des comptes sont définies dans les conditions de l’article 11 du CCAG-FCS, avec les précisions et compléments suivants au besoin dérogatoire au CCAG-FCS

:

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics-MP / Consultation n° TRAHEND2503 / AOO	17/19
CCAP	Marché Public de Fournitures / Locations de bâtiments modulaires / Avril 2025	

NATURE	PAIEMENT
Plan d'implantation des ouvrages et piquetage et réalisation des ouvrages de génie civil	100 % à la finition
Installation de chantier y compris transports et toutes sujétions comprises.	100 % à la fin de l'installation de chantier
Montage des structures modulaires y compris toutes sujétions.	100 % après mise en place des bâtiments modulaires
Location	Loyer mensuel mois échu
Démontage et enlèvement des bâtiments modulaires y compris toutes sujétions	100 % à la réception des travaux de remise en état
Loyer mois supplémentaire	Loyer mensuel mois échu

6.2.5 - Présentation des demandes de paiement

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-3 du code de la commande publique, les factures sont adressées obligatoirement aux entités publiques via un portail public de facturation. Le Titulaire du marché doit adresser ses factures, à l'établissement hospitalier, de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les références suivantes sont particulièrement nécessaires au traitement des factures :

- La référence du bon de commande : 10 chiffres sans espace, sans point, commençant par 45.....
- Le code du service exécutant le bon de commande : 038.
- **La désignation du destinataire, « HÔPITAL MARIN AP-HP ».**
- **Le numéro de SIRET de l'AP-HP : 26750045201928.**
- Le N° SIRET de l'émetteur de la facture.
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telle que précisées dans l'acte d'engagement.
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des travaux ou services.
- La quantité et la dénomination précises des produits livrés, des prestations ou travaux exécutés.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement de la facture. L'absence des mentions définies, ci-dessus, entraînera un rejet de la facture.

Les prix ne devront pas comporter plus de deux décimales en EURO.

Les factures transmises par un autre moyen que CHORUS PRO sont réputées non parvenues.

NOTA : tout changement de raison sociale ou de domiciliation bancaire devra être signalé par le Titulaire à la Direction des Travaux de l'Hôpital Marin de Hendaye.

6.3 – Nantissement

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement conformément aux dispositions de l'article R2191-46 du code de la commande publique. Lorsque le Titulaire du marché souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe l'acheteur qui lui communique :

1°) Soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention signée par l'acheteur indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au Titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

2°) Soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle et dématérialisé selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé de l'économie figurant en annexe du présent code.

ARTICLE VII –PENALITES

7.1 – Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de retard dans la livraison et l'installation des modulaires (**respect du planning contractualisé en début du marché**), le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à **500 euros net de taxes par jour calendaire de retard**.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total HT du marché.

7.2 - Autres pénalités

Montant de la pénalité nette de taxes

Non-respect des modalités d'accès du site	100,00€ (par constat)
Non-respect des obligations contractuelles	300,00€ (par constat)
Sous-traitance non déclarée	1 000,00€ (par constat)
Non présence en réunion de chantier	300,00 €
Retard réunion de chantier > à ¼ h et par ¼ h de retard	150,00 €
Véhicule : stationnement non autorisé	150,00 €

7.3 - Application des pénalités

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat.

ARTICLE VIII - RESILIATION

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

ARTICLE IX - LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'HOPITAL MARIN AP-HP et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Le Tribunal Administratif de Pau est le seul compétent en cas de litige.

ARTICLE X – DEROGATION

Le présent CCAP déroge :

Par son article	A l'article du CCAG-FCS	Objet
4	4.1	Pièces contractuelles – ordre de priorité
5.1	30.1	Admission
7.1	14	Pénalités